

TELEGRAPHE OFFICIEL.

Laybach, jeudi 5. novembre 1812.

EXTÉRIEUR.

ANGLETERRE.

Londres, 14. octobre.

La dissolution du parlement, annoncée seulement depuis quelques semaines, est effectuée, et déjà l'on procède partout à de nouvelles élections. Cette mesure peut être regardée comme le nœud du grand drame qui se joue en Angleterre, et dont tout annonce que le dénouement sera terrible.

Sans doute la dissolution du parlement est dans l'esprit et même la lettre de la loi. Une chambre des communes, violente, opiniâtre, entraînée par des agitateurs, peut entraver les opérations les plus urgentes du gouvernement : elle peut même vouloir le dépouiller de ses prérogatives nécessaires : il falloit donc que le gouvernement ait un moyen de se défendre. Il l'a, en effet ; et ce moyen est le droit de casser le parlement : mais cette arme que la loi confie au roi a deux tranchans, et doit être maniée par des mains prudentes. Qu'est-ce, à dire vrai, qu'une dissolution du parlement, selon la constitution ? un appel au peuple, qui se trouve, par ce fait, juge entre le parlement et le ministère. Pense-t-il que ses représentans ont méconnu ses véritables intérêts ? il en nomme d'autres animés d'un esprit différent. Est-il d'avis, au contraire, que c'est l'administration, qui cherche à abuser de son pouvoir ? les membres de la chambre des communes se rassemblent à Westminster. Et combien une chambre des communes ainsi recrutée n'a-t-elle pas de force ! Un prince de cette maison de Brunswick, appelée pour remplacer les Stuarts, ne doit pas oublier que les malheurs de Charles I.er commencèrent par une rapture entre lui et le parlement, et qu'il avoit débuté par en casser plusieurs. Aujourd'hui, qu'un grand nombre de villes n'ont point de députés, que les bourgs pourris n'envoient au sénat britannique que ceux que leur désignent leurs propriétaires, la chambre des communes n'est plus qu'une émanation foible et imparfaite du peuple anglais. On n'a point à craindre qu'elle acquière une force égale à celle de la chambre des communes du long parlement ; mais si les membres de celle qui va s'assembler veulent s'opposer au ministère, il n'en est pas moins vrai que le gouvernement exécutif se trouvera en quelque sorte suspendu de ses fonctions ; et cela, pendant une guerre qui use les ressources de la Grande-Bretagne, et au milieu du mécontentement du peuple, causé par la cherté des vivres et la cessation du commerce étranger.

Il n'est pas difficile de connoître les motifs qui ont déterminé le ministère à recourir à ce dangereux expédient. Depuis la mort de M. Perceval, une lutte existoit entre l'administration et la chambre des communes. Toujours attaquée et ne sachant point se défendre, elle avoit reçue le nom d'administration rétrograde. La démission des ministres ou la cassation du parlement étoit donc devenue ne-

cessaire. La première de ces mesures avoit déjà été mise à exécution, et sans aucun effet. C'est, il faut l'avouer, une époque qui sera à jamais remarquable dans les annales des Anglais, que celle où il a été impossible à leur chef de composer un ministère ; et cependant, ce fait est bien avéré. Le prince Régent a été abandonné par ses anciens comme par ses nouveaux amis. Les membres de l'administration et ceux de l'opposition ont également compté la patrie pour rien : tous connoissoient les dangers d'un interrègne, et aucun n'en a été touché. Qu'importoit à ces hommes qui parlent sans cesse de leur attachement au prince et au peuple, que la révocation des ordres du conseil arrivât trop tard en Amérique pour prévenir la guerre ? A quoi servoit-il encore qu'on leur montrât la paix publique violemment troublée dans un grand nombre de comtés ? Chaque parti ne songeoit qu'à s'emparer du pouvoir et à en exclure l'autre ; et comme le partage de l'autorité n'a pas été possible entre eux, les rênes de l'Etat ont été laissées entre les mains d'une administration contre laquelle toute la nation s'étoit prononcée.

Cet étrange événement nous révèle un secret déjà soupçonné par les esprits réfléchis ; c'est que la partie monarchique de la constitution britannique est détruite, quoiqu'un prince encore se fasse baiser la main, soit servi à genoux, et dise à son peuple, mes armées, dans ses discours d'apparat.

Cherchons comment ce changement s'est opéré.

On sait que pendant une partie du règne de Georges III, la direction des affaires appartenoit entièrement au cabinet secret. Le rôle des ministres se réduisoit à transmettre ses volontés au parlement ; alors, dans les deux chambres, les chefs de l'opposition s'abandonnoient à la censure la plus véhémement des actes du gouvernement ; mais ce qu'il avoit décidé n'en étoit pas moins adopté ; le résultat étoit même si certain, qu'on a souvent vu lord North dormir sur le banc de la trésorerie pendant les débats occasionnés par un message du roi. Cet ordre de choses changea quand M. Pitt eut été nommé premier lord de la trésorerie. Dès son entrée au ministère, le cabinet put prévoir qu'il n'auroit point en lui un simple instrument comme dans ses prédécesseurs. Fier d'une popularité qui ne cessoit de s'accroître pour des opérations financières beaucoup trop louées, l'ambitieux fils de Chatam osa bientôt se trouver dans le conseil en opposition directe avec le roi, et il faisoit adopter son opinion en offrant avec hauteur sa démission. Un bill sur le gouvernement de l'Inde, qui contrarioit les desseins du ministre, avoit passé dans la chambre des communes ; le parlement fut cassé, et c'est le premier exemple d'une semblable mesure depuis l'avènement des Brunswick au trône. En 1792, l'état mental du roi parut forcer de recourir à une régence. M. Pitt amena le parlement à déclarer que le prince de Galles n'y avoit pas plus de droit que tout autre Anglais. Depuis ce moment, l'autorité du ministre ne rencontra aucun obstacle. Le roi éprouvoit des rechutes fréquentes qu'on cachoit

autant que possible, à la nation. Dans ses instans lucides, il étoit trop affoibli pour tenter de secouer le joug qui lui étoit imposé; et le prince de Galles, effrayé de l'idée qu'un autre que lui pouvoit être nommé Régent, n'osoit attaquer un gouvernement auquel son père prêtoit son nom. Une seule occasion se présenta où le ministre épouva de la résistance de la part du roi: ce fut lorsque les catholiques d'Irlande réclamèrent leur émancipation. Georges III eût mieux aimé perdre sa couronne que de l'accorder. M. Pitt, qui l'avoit promise, donna sa démission; mais elle ne fut qu'un jeu pour s'attacher un parti puissant. Il s'étoit assuré d'avance que le fantôme de ministre qui alloit prendre la place, la lui remettrait au premier ordre qu'il lui intimerait. Cet ordre fut donné: alors la puissance de M. Pitt se montra dans tout son jour. Ceux qui avoient fait partie de sa première administration crurent qu'ils entreroient dans celle qu'il devoit former, sous la condition expresse ou tacite de lui donner les voix dont ils disposoient dans les deux chambres. Ils s'étoient trompés; la foible administration dont lord Sydmouth avoit été chef fut conservée: et pourquoi le ministre eût-il accepté des secours qui devoient être récompensés? Le roi, le parlement, la nation, étoient soumis. A la mort de M. Pitt, ses successeurs héritèrent de la puissance qu'il s'étoit donnée, comme dans une monarchie bien réglée, le prince appelé à régner hérite de celle du roi défunt. On se flattoit qu'en arrivant à la régence, le prince de Galles releveroit la monarchie: il en est tout autrement arrivé; S. A. B. s'est contentée d'un vain titre et des honneurs d'une stérile représentation.

Le prince doit-il recouvrer un jour l'exercice des droits qu'il tient de sa naissance et de la constitution? On ne peut l'espérer. S. A. a été peu sensible à l'outrage qu'elle a reçu en 1792: depuis qu'elle est ostensiblement à la tête de l'Etat, elle se livre avec peine aux soins du gouvernement. Pendant tout la durée de l'interrègne qui a accompagné le projet de composer un nouveau ministère, elle étoit tranquille et indifférente à York-House: on veut même que lorsque le marquis Wellesley et ensuite lord Moira alloient pour l'instruire de leurs démarches auprès des chefs de parti, ils n'aient jamais eu que de courtes audiences. Desire-t-on savoir pourquoi? S. A. R. vouloit rester enfermée avec l'épouse d'un noble marquis. Disons le: la nation britannique craint d'avoir trouvé dans son chef cette foiblesse et cet éloignement des affaires qu'eurent Edouard et Richard II, qui n'ont occupé le trône que pour en descendre après quelques années d'humiliation.

Mais les ministres qui ont envahi la prérogative royale, jouiront-ils long-temps de leur usurpation? tout annonce le contraire: impétuosité et arrogance sans courage, voilà ce qui les distingue. Sous M. Perceval, ils sembloient dominer le parlement. A peine sir Spencer eut-il cessé de vivre que les deux chambres se sont réunies pour demander leur renvoi. Lord Castlereagh, qui défendoit l'administration le jour où l'adresse fatale fut votée contre elle, ignoroit, en entrant aux communes, les dispositions de la chambre, comme il avoit ignoré les moyens de défense d'Anvers quand il arrêta la honteuse expédition de Walcheren. Depuis qu'il a été décidé que cette administration ne seroit point remplacée, le parlement n'a cessé de porter des bills qu'elle a inutilement combattus.

Le seul jour où elle a eu une foible majorité, est celui où l'on a arrêté des mesures pour le rétablissement de l'ordre public dans plusieurs comtés. Mais ce succès avoit été préparé par le plus noir machiavélisme. Depuis long-temps les ministres étoient prévenus des excès des *Juddistes*, et ils n'ont cherché nulle part à les réprimer. Leur intention est bien connue: ils vouloient laisser ces excès se multiplier, pour alarmer la nation sur sa situation intérieure, et obtenir un pouvoir discrétionnaire pareil à celui qui a été accordé, il y a quelques années, au gouvernement d'Irlande. Si ce plan des ministres devoit réussir, nul doute que l'Angleterre n'eût aussi ses *orangistes*, que la loi martiale ne fût établie partout, et qu'on ne traitât comme rebelle tout citoyen qui blâmeroit l'administration et demanderoit la réforme parlementaire. Mais la nation est sur ses gardes: les scènes de désolation qui se sont passées en Irlande ne se répéteront pas en Angleterre. La haine due à un projet aussi odieux est tout ce que recueilleront les ministres. On peut même prédire l'époque de leur chute; elle arrivera lorsqu'on discutera de nouveau dans le parlement la question des catholiques. Dans toute l'étendue du royaume-uni, on regarde leur émancipation comme un acte de justice et de politique; on est même persuadé que son refus seroit suivi d'une insurrection générale en Irlande. Cette considération n'arrêtera pas les lords détracteurs de biens confisqués jadis sur les catholiques de cette contrée: ils s'opposeront, comme ils l'ont toujours fait, à l'émancipation. Déjà la majorité des ministres s'est réunie à eux pour combattre la motion du marquis Wellesley: elle s'y joindra encore dans cette occasion. Mais cette nouvelle félonie portera au dernier degré le ressentiment de la nation; elle exigera, de manière à n'être pas révoquée, le renvoi d'hommes qui ne cessent de l'exposer aux plus grands dangers.

Quel sera alors le guide et l'appui de la nation? on ne peut être le parlement. Depuis long-temps il s'est montré trop asservi aux ministres, il a trop prouvé qu'il ne s'élevoit que contre ceux d'entre eux qui ne pouvoient plus rester en place. La nation cherche en vain ses représentants dans la chambre des communes: elle n'y découvre guère que des agens de la trésorerie ou de quelques lords et grands *commoners* qui trafiquent des voix de ceux qu'ils ont nommés. Le cri d'une réforme parlementaire est devenu général. Cette mesure sans laquelle il n'y a point de liberté pour l'Angleterre, se fût opérée sans secousse, si le ministère, si le parlement l'eussent dirigée: ils l'ont, au contraire, toujours repoussée, et n'en veulent pas encore; elle leur sera donc arrachée, et comment prévoir à quel prix? . . . Le parti des vieux Whig, autour duquel les amis de la constitution se sont tant de fois ralliés, est maintenant sans influence; l'apostasie d'une partie de ses chefs, les fréquentes coalitions de ses principaux membres avec des hommes qu'ils avoient tant de fois dénoncés à la nation comme ses ennemis, l'ont entièrement décrié. Tout vrai Breton doit frémir de l'avenir de l'Angleterre: elle a ses jacobins dans les partisans de M. Cobbet, ses partisans ou du moins des fanatiques aussi sombres dans ses méthodistes, ses niveleurs (*levellers*): ont en moins d'exaltation et de fureur que ses *Juddistes*. Un de ces partis suffiroit pour renverser le gouvernement: qu'attendre donc de leur réunion ou de leur choc?

du 15 octobre.

Les lettres les plus récentes de notre armée dans la péninsule font un tableau fort triste de la santé de nos troupes depuis deux ou trois mois, surtout depuis les marches et les contre-marches rapides que leur a fait faire lord Wellington. Les maladies périodiques inhérentes au climat du Portugal dans cette saison, ont, dit-on, fait plus de ravages qu'à l'ordinaire, particulièrement sur les troupes de renfort nouvellement débarquées. Sur les dernières de l'armée, on comptoit plus de 200 officiers de santé malades dans les hôpitaux.

Un officier blessé à la bataille de Salamanque écrit de cette ville :

Il n'y a pas eu ce moment moins de 250 officiers et 5000 soldats dans les hôpitaux de cette ville, et la mort n'épargne ni les uns ni les autres; mais comment cela pourroit-il être autrement dans cette saison, après toutes les fatigues que nous avons éprouvées? Nous avons fait des marches plus pénibles depuis le 1^{er} janvier dernier que pendant les quatre années précédentes.

Un autre officier d'état major de Valladolid, 5^e division, écrit que la marche de ses compagnons de souffrance, et l'état dans lequel ils sont arrivés de l'armée, est vraiment déplorable: beaucoup d'entr'eux avoient fait 120 milles sur des mulets pour se rendre à l'hôpital.

(Star.)

du 16 octobre.

Nous apprenons avec douleur par la dernière dépêche du lord Wellington, que ce général lui-même n'est pas dans un bon état de santé, qu'il y a beaucoup de malades dans son armée, et même dans son état-major. Nos troupes ont éprouvé des fatigues trop fortes. L'armée éprouve le plus grand besoin d'officiers de santé, et l'on s'occupe en toute hâte de lui en envoyer.

(Morning-Chronicle.)

--- Quelques uns de nos confrères trouvent dans la ruine de Moscou des motifs, non seulement de consolation, mais encore de triomphe; nous sommes fâchés de ne pas nous réjouir comme eux de cet événement: le sacrifice de trente mille créatures humaines, et peut-être de plusieurs millions de propriétés détruites seulement pour empêcher l'ennemi de trouver momentanément des quartiers d'hiver dans le place (chose à laquelle il paroit qu'on n'a même pas réussi), ne peut nous réconcilier avec ces actes de barbarie. Un de nos confrères semble aussi se réjouir de ce que Napoléon est entré dans Moscou, en gagnant par un *détour* une marche sur les Russes, qui probablement ne savoient pas encore avec quelle rapidité marchaient les Français. Il faut avouer que l'on ne peut pas compter davantage sur la crédulité publique, et que c'est un étrange *détour*, après une prétendue défaite, qu'une marche de Mojaïsk à Moscou en ligne directe, en six jours, sans obstacle, et même sans être observé. Si Napoléon battu, suivant les rapports russes, est entrée à Moscou six jours après la bataille qui a décidé du sort de cette ville, qu'aurait-il donc fait s'il eût été vainqueur? Nous le demandons à ceux qui s'efforcent de réduire à rien l'avantage de la possession de l'ancienne capitale moscovite.

Suivant ces messieurs, ce n'est qu'un monceau de rui-

nes fumantes qu'on a abandonné aux Français; mais les maisons, le mobilier, les établissemens de commerce et d'industrie; les trésors des églises, les magasins, les approvisionnemens ne sont-ils pas perdus pour les Russes? Si l'armée française a perdu une partie des fruits de sa conquête, le Russes ne perdent-ils pas tout ce qu'il possédoient? Si Napoléon perd un schelling, les Russes ne perdent-ils pas plusieurs milliers de livres sterling? Et l'on nous dit que les armées russes ne sont pas abattues! Pas abattues! et à quel état veut-on donc qu'elles soient réduites? Dans quel état est donc une armée qui devoit défendre sa capitale, qui n'a pu la sauver, et qui l'incendie? Que croire aussi de ce beau dévouement au pays dont on veut bercer notre imagination? Peut-on dire qu'il y a du patriotisme dans un pays lorsque l'ennemi, après une bataille sanglante avec l'armée régulière, fait encore une longue marche, et arrivé sur la capitale sans obstacle?

Mais dira-t-on. Napoléon ne peut profiter de sa conquête, il ne peut en recueillir les fruits, la saison ne peut lui permettre de s'avancer jusqu'à Pétersbourg; de nouvelles armées se forment. . . .

Plus à Dieu que tout cela fût vrai et pût être vrai! Mais n'avons nous pas entendu tenir les mêmes propos à chaque pas fait par ce grand capitaine? Ne nous disoit-on pas que l'ignorance barbare des Russes seroit le principe de leur résistance, que leur fanatisme allumeroit en eux un invincible courage? La ville sacrée de Moscou étoit, dans leurs idées superstitieuses, imprenable, le patriarche à la bouche d'or l'avoit déclarée sainte et invincible. Est-ce parce que ce charme est rompu que nous devons plus attendre des efforts des Russes qu'auparavant? Si, dissipant les nuages de la superstition, nous pouvions apercevoir dans les Russes la lumière de la vérité, l'amour de l'indépendance et de la liberté, alors nous pourrions concevoir quelque espérance; car un peuple qui, sachant apprécier les biens qu'il possède, les préfère à tout, même à la vie, et qui est disposé à la sacrifier pour les défendre, ne peut être conquis; l'exemple de la France l'a prouvé bien solennellement. Mais quelle comparaison le Russe est-il en étoit de faire sur une situation civile ou politique, ou une autre? quelle condition peut être pire que celle à laquelle il est condamné? La grande majorité de sa population n'ignore-t-elle pas qu'il y ait une autre existence?

Mais, dira-t-on, le Russe est naturellement brave et insensible au danger; cela peut être vrai: il est possible qu'on lui fasse présenter machinalement sa poitrine aux baïonnettes de l'ennemi, et il restera ferme comme un roc sous le feu le plus terrible. Mais qu'est-ce que cela prouve? sans l'habileté de ses chefs, sans intelligence du grand art de la guerre, ces qualités même lui deviennent dangereuses, et ne réussissent qu'à faire moissonner un plus grand nombre d'hommes. Les Russes ne tiennent pas la campagne, puisqu'ils se font tuer sans réussir à défendre la positions les plus importantes. Voilà les raisonnemens simples et faciles qu'on peut opposer aux combinaisons pénibles de nos confrères, pour nous prouver qu'une armée battue avance, et qu'après avoir perdu une bataille générale, ou parvient, par un *détour*, à la capitale même de l'Empire.

(Morning-Chronicle)

INTÉRIEUR.

EMPIRE FRANÇAIS.

Paris, le 23 octobre.

MINISTÈRE DE LA POLICE GÉNÉRALE.

Trois ex-généraux, Mallet, Lahorie et Guidal ont trompé quelques gardes nationales, et les ont dirigées contre le ministre de la police générale, le préfet de police et le commandant de la place de Paris; ils ont exercé des violences contre eux. Ils répandoient faussement le bruit de la mort de l'EMPEREUR.

Ces ex-généraux sont arrêtés; ils sont convaincus d'imposture: il va en être fait justice. Le calme le plus absolu règne à Paris; il n'a été troublé que dans les trois hôtels ou les brigands se sont portés.

Le présent ordre sera publié et affiché à la diligence de M. le conseiller d'Etat préfet de police.

Paris, ce 23 octobre 1812.

Le ministre de la police générale
Signé le duc de ROVIGO.

(Journ. de l'Empire.)

-- Nous avons reçu des lettres particulières de Moscou, datées du 7. Les soldats continuoient à s'occuper de la construction de leurs baraques, qui seront bientôt terminées. Le froid qui commence à se faire sentir n'est pas rigoureux. Les habitans prétendent que la rivière la Moskwa n'est prise par les glaces, dans les années ordinaires, que vers la mi-novembre. S. M. l'Empereur continue à jouir de la meilleure santé.

(Journal de Paris.)

V A R I E T É

Quel est l'homme assez étranger aux jouissances des festins, aux aimables initiations du culte d'Epicure, qui n'ait entendu parler des travaux gastronomiques du génie fécond et nourrissant de M. Grimod de la Reynière. Quel missionnaire fit plus de conversions; quel fondateur d'ordre s'entoura jamais de prosélytes plus nombreux et plus fervens? Quel philosophe vit ses livres plus recherchés, plus médités? Quel genre de commerce et d'industrie est aujourd'hui plus animé, plus florissant que celui des comestibles? Voyez ces nombreux magasins qui décorent ces lieux les plus fréquentés et les plus célèbres de la capitale! Observez cette foule avide qui se groupe devant ces nombreux habitans de la terre, de la mer et des airs, que le plomb meurtrier ou le filet perfide enlève à leurs élémens pour les faire servir aux plaisirs de nos tables! Comme leurs regards sont fixes; comme leur figure respire le bonheur; comme leur cœur bat d'admiration et de tendresse; comme leur odorat paroît satisfait; comme leurs lèvres, leurs palais, leur estomac semble impatiens! Il ne faut point enlever à César ce qui est à César, ni à Laridon ce qui est à Laridon; c'est à M. Grimod de la Reynière que nous devons les premiers mouvemens de cette noble révolution; c'est lui qui, dans nos temps modernes, a osé le premier rendre un culte public à la gourmandise, et fonder la littérature gourmandise; c'est lui qui a ras-

semblé au Rocher de Cancale, comme sur un nouvel Olympe, ces nombreux enfans d'Apollon, qui ont consacré leur lyre aux louanges de la déesse Adéphagie. Avant lui les autels de cette déité étoient desservis par de nombreux et fidèles adorateurs; mais leurs hommages étoient obscurs et silencieux; leur bouche s'ouvroit pour savourer ses bienfaits, rarement pour les chanter; c'étoit sans hymnes, sans éclat et sans pompe que l'on célébroit ses myrteas. Enfin un homme s'est élevé d'une profondeur d'estomac incroyable, dégustateur raffiné, autant qu'habile compositeur, capable de tout apprêter et de tout digérer; également actif et infatigable, à la halle et au fourneau; ne laissant rien au maître-queux de ce que les ressources de son génie pouvoient lui dérober; enfin, un de ces gourmands voluptueux, ardents et sensuels, qui semblent nés pour changer toutes les lois des festins.

Sept Almanachs répandus pendant cinq ans consécutifs dans toutes les régions de l'empire gourmand ont donné à son nom une célébrité que lui auroient envié peut-être les Apicius, le Mont-Maurt, les Esope, les Vitellius. Des temples se sont élevés de toutes parts en honneur de la divinité des cuisines; le feu s'est ranimé dans tous les foyers, et le culte de la gourmandise a eu ses Linus, ses Anacréon, ses Orphée!

Quelle cause inconnue et mystérieuse avoit depuis deux ans suspendu les progrès rapides de ce noble apostolat? Par quel prestige ennemi le héros de la gastronomie s'étoit-il assoupi sur ses lauriers? Renaud dormoit-il dans les bras d'Armide? Des hommes, d'un estomac étroit, d'une sobriété perfide, détracteurs éternels des plaisirs qui leur sont refusés, affectoient de répandre des bruits calomnieux. Ils osoient assurer que le génie de M. Grimod s'éteignoit avec son appétit; que ses facultés digestives baissoient; que la déesse, objet de ses hommages, refusoit désormais son encens, et lui avoit retiré ses faveurs; que sa tête et ses intestins appauvris ne pouvoient plus suffire à la tâche qu'ils s'étoient imposée.

Ces rumeurs scandaleuses sont parvenues jusqu'aux oreilles de M. Grimod; il s'est éveillé plein de courroux, s'est armé de sa tardoire et de sa plume, et son reveil a été celui du lion.

Il vient donc de publier son huitième Almanach (1). Il ne nous appartient point de rendre compte de cette nouvelle et sublime production. Cette tâche est réservée à une main plus exercée que la nôtre; nous nous contenterons de dire qu'elle est, comme les précédentes, ornée d'une gravure analogue au sujet; qu'elle est dédiée à l'ombre de Vatel, ce célèbre et infortuné officier de cuisine; cette déplorabile victime de l'honneur, qui s'immola de ses propres mains parce que la marée étoit arrivée un quart d'heure trop tard. Nous ajouterons qu'elle est enrichie de fines et piquantes dissertations sur les réductions, les grillades, les truffes, le vin de Madère, les repas de noces, les œufs frais, le kirchkwaser, les curedents, le heure et les cusinières; enfin, un éloge des salubres grains de santé de la rue d'Antiu; qu'on y trouve enfin les découvertes dont la gastronomie s'est enrichie depuis 1810 jusqu'à 1812; objets, comme on voit, du plus haut intérêt.

(Gaz. de France.)

(1) Prix: 3 fr. et 3 fr. 60 cent. par la poste.